

Article 1. Dans le cadre de l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage;

2° central d'appel : point de contact central avec lequel les agents de gardiennage peuvent communiquer en permanence durant leurs activités;

3° gardiennage mobile : activité de gardiennage, telle que visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi, au cours de laquelle l'agent de gardiennage se déplace sur la voie publique d'un bien à un autre bien pour en exercer la surveillance, en ce compris l'intervention après alarme;

4° gardiennage statique : activité de gardiennage, telle que visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi, au cours de laquelle l'agent de gardiennage ne se déplace pas sur la voie publique pendant ses activités;

5° inspection de magasin : activité de gardiennage, telle que visée à l'article 1er, § 1er, 5°, de la loi, au cours de laquelle l'agent de gardiennage exerce un contrôle du comportement de clients en vue de prévenir ou constater les vols;

6° alarme suite à une chute : un système qui génère automatiquement un signal d'alarme auprès de la centrale d'appel lorsque le porteur du système reste couché plus de 30 secondes;

7° alarme silencieuse : un système d'alarme qui, lors de la pression d'un bouton de commande, génère un signal d'alarme exclusivement auprès du central d'appel afin de ne pas inquiéter l'assistance;

8° système de localisation : système qui permet au centrale d'appel de déterminer l'emplacement d'un véhicule ou d'une personne;

9° tiers : personnes autres que le ou les agents de gardiennage qui effectuent des missions de gardiennage;

10° marquage du véhicule : un marquage, tel que défini en annexe au présent arrêté, qui permet une identification rapide par les services de police.

Art. 2. Le central d'appel traite immédiatement les appels des agents de gardiennage et assure au minimum les fonctions suivantes :

1° la réception des appels émanant des agents de gardiennage, leur offrir aide et assistance;

2° la diffusion directe d'instructions aux agents de gardiennage;

3° la diffusion d'informations, en appui d'intervention, vers les services de police et de secours;

4° la remise de rapports au personnel dirigeant de l'entreprise dont dépend l'agent de gardiennage.

La permanence dans le central d'appel est assurée par au moins deux opérateurs, ayant la qualité de membres du personnel, tel que visé à l'article 5 ou 6 de la loi.

Art. 3. <AR 2007-07-26/33, art. 1, 004; En vigueur : 13-11-2007> Les agents de gardiennage suivants ont en permanence, durant l'exercice de leurs occupations, une possibilité de communication avec un central d'appel ou avec un responsable d'un service interne de gardiennage :

1° ceux qui exercent des activités de gardiennage mobile;

2° ceux qui exercent des activités de gardiennage statique dans des lieux où aucun autre agent de gardiennage ou tiers ne sont sensés être présents;

3° ceux qui exercent des activités d'inspection de magasin.

Art. 4. Le gardiennage mobile est accompli :

a) soit par au moins deux agents de gardiennage équipés d'un système de communication avec le central d'appel;

b) soit par un seul agent de gardiennage équipé d'un système de communication avec le central d'appel, d'une alarme suite à une chute, d'une alarme silencieuse et d'un système de localisation;

c) (...) <AR 2007-07-26/33, art. 2, 004; En vigueur : 13-11-2007>

Art. 5. Les véhicules pour le gardiennage mobile sont au moins équipés :

a) d'un marquage de véhicule à l'arrière du véhicule;

b) d'un phare de recherche.

Le marquage du véhicule est délivré à l'entreprise de gardiennage ou au service interne de gardiennage, qui utilise le véhicule, par la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur.

Le marquage du véhicule doit être immédiatement enlevé et détruit dès l'instant où le véhicule n'est plus utilisé pour des tâches de gardiennage mobile ou dès l'instant où l'entreprise de gardiennage ou le service interne de gardiennage auquel le marquage fut délivré ne dispose plus du véhicule.

Art. 6. Avant de pénétrer dans un bien immobilier, les agents de gardiennage, qui exercent des activités de gardiennage mobile, en contrôlent l'extérieur. En cas de découverte d'éléments suspects, ils mettent immédiatement fin à leur contrôle et en avertissent le central d'appel qui, à son tour, prévient la police;

les agents de gardiennage attendent dans le véhicule et activent le phare de recherche en attendant l'arrivée de la police sur les lieux; au nom de l'occupant ils accordent à la police l'accès au bien immobilier; ils ne pénètrent dans l'immeuble que précédés de la police.

Art. 7. § 1er. (L'agent de gardiennage qui exerce des activités d'inspecteur de magasin, effectue ses activités dans le respect des règles prévues à l'article 8, § 6ter, de la loi, et selon la procédure suivante : ) <AR 2007-07-26/33, art. 3, 004; En vigueur : 23-08-2007>

a) (il ne peut s'adresser à un client soupçonné de vol dans le magasin qu'à la condition qu'il porte la carte d'identification ou un insigne d'identification, visé à l'article 8, § 3, alinéa 4, de la loi, clairement visible;) <AR 2007-07-26/33, art. 3, 004; En vigueur : 23-08-2007>

b) Immédiatement après s'être adressé au client, l'agent de gardiennage informe celui-ci qu'il a le droit d'exiger, d'une part, la présence d'un témoin et d'autre part, que le lieu dans lequel il sera constaté que certains biens n'ont pas été payés, dans lequel un accord de paiement de ces biens sera conclu ou dans lequel il sera retenu en attendant l'arrivée de la police, sera un local situé hors de la vue du public.

c) Pour autant que l'agent de gardiennage ait constaté lui-même qu'un client du magasin a commis une infraction, il peut retenir celui-ci et ce, exclusivement aux conditions énoncées à l'article 1er, 3°, de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive.

d) L'agent de gardiennage peut demander au client du magasin de lui remettre de son plein gré les biens non payés; il ne peut toutefois procéder à un contrôle complémentaire des biens que le client de magasin porte sur lui.

§ 2. L'agent de gardiennage, qui exerce des activités d'inspecteur de magasin inscrit sur tous les rapports qu'il rédige le nom de l'entreprise de gardiennage ou du service interne de gardiennage pour le(a)quel(le) il travaille ainsi que le numéro de sa carte d'identification.

Art. 8. L'utilisation d'un chien est soumise à une permission préalable du Ministre de l'Intérieur en cas :

a) de première utilisation d'un chien par l'entreprise de gardiennage;

b) d'utilisation d'un chien dans des lieux fermés, qui sont accessibles au public;

c) d'activité, telle que visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°, de la loi.

Art. 9. Seuls les chiens de berger peuvent être utilisés dans le cadre d'activités de gardiennage.

Art. 10. (Abrogé) <AR 2006-01-09/35, art. 1, 003; En vigueur : 26-02-2006>

Art. 11. (Abrogé) <AR 2006-01-09/35, art. 1, 003; ED : 26-02-2006>

Art. 12. (Abrogé) <AR 2006-01-09/35, art. 1, 003; En vigueur : 26-02-2006>

Art. 13. <AR 2006-01-09/35, art. 2, 003; En vigueur : 26-02-2006> Durant l'exécution de missions de gardiennage, le chien doit en permanence être tenu en laisse d'une longueur maximum de deux mètres et porter une muselière de manière telle que le chien ne puisse mordre et que la muselière ne puisse servir d'arme.

Art. 14. <AR 2006-01-09/35, art. 3, 003; En vigueur : 26-02-2006> En dérogation à l'article 9, des chiens autres que des chiens de berger qui étaient utilisés avant le 18 mai 2003 pour des activités de gardiennage, pourront être utilisés jusqu'au 1er janvier 2008 dans des lieux où des tiers ne sont pas supposés être présents.

Art. 15. Le port de lampes dont la longueur est supérieure à 30 cm est interdit.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur dix jours après sa parution au Moniteur belge, à l'exception :

- de l'article 15 qui entre en vigueur deux mois après la publication au Moniteur belge ;
- des articles 3, 4, 5 et 9 qui entrent en vigueur six mois après la publication au Moniteur belge ;
- des articles 10 et 11 et la condition concernant le test d'anti-agressivité tel que visée à l'article 14, alinéa 1er, qui entre en vigueur 12 mois après la première désignation d'un centre de tests tel que visé à l'article 12 du présent arrêté.

Art. 17. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

ANNEXE.

Art. N. (Image non reprise pour motifs techniques. Voir M.B. 07-05-2003, p. 24857).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 7 avril 2003 réglant les méthodes de surveillance et de protection de biens mobiliers ou immobiliers et de surveillance et contrôle de personnes en vue d'assurer la sécurité dans les lieux accessibles au public.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE.

Artikel 1. In het kader van de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten;

2° oproepcentrale : centraal aanspreekpunt, waarmee bewakingsagenten tijdens het uitvoeren van hun activiteiten permanent kunnen communiceren;

3° mobiele bewaking : bewakingsactiviteit zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet, waarbij de bewakingsagent zich op de openbare weg verplaatst van goed naar goed om er toezicht uit te oefenen, met inbegrip van interventie na alarm;

4° statische bewaking : bewakingsactiviteit zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet, waarbij de bewakingsagent zich tijdens zijn werkzaamheden niet verplaatst op de openbare weg;

5° winkelinspectie : bewakingsactiviteit zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 5°, van de wet, waarbij de bewakingsagent controle uitoefent op het gedrag van klanten teneinde diefstallen te voorkomen of vast te stellen;

6° omvalalarm : een systeem dat bij de oproepcentrale automatisch een alarmsignaal genereert wanneer de drager van het systeem langer dan 30 seconden horizontaal ligt;

7° stil alarm : een systeem dat, teneinde omstanders niet te verontrusten, bij het indrukken van een bedieningsknop, uitsluitend bij de oproepcentrale een alarmsignaal genereert;

8° lokalisatiesysteem : systeem dat de oproepcentrale in staat stelt de plaats te bepalen van een voertuig of van een persoon;

9° derden : andere personen dan de bewakingsagent(en) die bewakingstaken uitoefenen;

10° voertuigkenteken : een kenteken, bepaald in bijlage van dit besluit, dat een snelle identificatie door de politiediensten mogelijk maakt.

Art. 2. De oproepcentrale behandelt onmiddellijk de oproepen van bewakingsagenten en verzekert minstens volgende functies :

1° ontvangen van oproepen van de bewakingsagenten, hen hulp en bijstand bieden;

2° rechtstreeks verstrekken van onderrichtingen aan de bewakingsagenten;

3° verstrekken van interventieondersteunende informatie aan politie- en hulpdiensten;

4° rapporteren aan het leidinggevend personeel van de onderneming waartoe de bewakingsagent behoort.

De permanentie in de oproepcentrale wordt minstens door twee operatoren, met de hoedanigheid van personeelsleden zoals bedoeld in artikel 5 of 6 van de wet, verzekerd.

Art. 3. <KB 2007-07-26/33, art. 1, 004; Inwerkingtreding : 13-11-2007> Volgende bewakingsagenten hebben tijdens de uitvoering van hun werkzaamheden te allen tijde een communicatiemogelijkheid met een oproepcentrale of met een verantwoordelijke van een interne bewakingsdienst :

1° zij die mobile bewakingsactiviteiten uitvoeren;

2° zij die statische bewakingsactiviteiten uitvoeren op plaatsen waar er geen andere bewakingsagenten of derden geacht worden aanwezig te zijn;

3° zij die activiteiten uitvoeren van winkelinspectie.

Art. 4. Mobiele bewaking gebeurt :

a) ofwel door ten minste twee bewakingsagenten, uitgerust met een communicatiesysteem met de oproepcentrale;

b) ofwel door één bewakingsagent, uitgerust met een communicatiesysteem met de oproepcentrale, een omvalalarm, een stil alarm en een lokalisatiesysteem;

c) (...) <KB 2007-07-26/33, art. 2, 004; Inwerkingtreding : 13-11-2007>

Art. 5. De voertuigen voor mobiele bewaking zijn minstens uitgerust met :

a) een voertuigkenteken op de achterzijde van het voertuig;

b) een zoeklicht.

Het voertuigkenteken wordt aan de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst, die het voertuig in gebruik heeft, afgegeven door de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

Het voertuigkenteken moet onmiddellijk verwijderd en vernietigd worden vanaf het ogenblik dat een voertuig niet langer voor taken van mobiele bewaking wordt gebruikt of vanaf het ogenblik dat de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst aan wie het voertuigkenteken werd afgegeven, het voertuig niet langer in gebruik heeft.

Art. 6. Alvorens een onroerend goed te betreden controleren de bewakingsagenten die activiteiten van mobiele bewaking uitvoeren, de buitenzijde ervan. Bij het aantreffen van verdachte elementen, beëindigen ze onmiddellijk hun controle en verwittigen ze de oproepcentrale die op haar beurt de politie verwittigt; de bewakingsagenten wachten in het voertuig en zetten het zoeklicht aan in afwachting dat de politie ter plaatse komt; ze verlenen in naam van de gebruiker de politie toegang tot het onroerend goed; ze betreden het onroerend goed slechts voorafgegaan door de politie.

Art. 7. § 1. (De bewakingsagent die activiteiten van winkelinspectie uitoefent, voert zijn activiteiten uit in overeenkomst met de bepalingen zoals voorzien in artikel 8, § 6ter, van de wet, en volgens de volgende procedure :) <KB 2007-07-26/33, art. 3, 004; Inwerkingtreding : 23-08-2007>

a) (hij kan een winkelklant, verdacht van diefstal, slechts aanspreken, op voorwaarde dat hij duidelijk zichtbaar drager is van de identificatiekaart of een herkenningsteken, zoals bedoeld in artikel 8, § 3, vierde lid, van de wet;) <KB 2007-07-26/33, art. 3, 004; Inwerkingtreding : 23-08-2007>

b) De bewakingsagent deelt, onmiddellijk nadat hij hem heeft aangesproken, aan de klant mee dat hij het recht heeft om, enerzijds, de aanwezigheid van een getuige te eisen en, anderzijds, te eisen dat de plaats waar zal worden vastgesteld dat bepaalde goederen niet betaald zijn, waar een overeenkomst tot betaling van deze goederen zal worden afgesloten of waar een verdachte in afwachting van de komst van de politie zal worden opgehouden, een lokaal is, buiten het zicht van het publiek.

c) Voorzover de bewakingsagent zelf heeft vastgesteld dat een winkelklant een misdrijf pleegde, kan hij hem staande houden, uitsluitend onder de voorwaarden bepaald in artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 op de voorlopige hechtenis.

d) De bewakingsagent kan de winkelklant vragen hem vrijwillig de niet-betaalde goederen te overhandigen : hij kan echter niet overgaan tot een verdere controle van de goederen die de winkelklant bij zich draagt.

§ 2. De bewakingsagent die activiteiten van winkelinspectie uitoefent, brengt op alle rapporten die hij opstelt de naam aan van de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst waarvoor hij werkt en het nummer van zijn identificatiekaart.

Art. 8. Het gebruik van een hond is onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de Minister van Binnenlandse Zaken in het geval van :

- a) het eerste gebruik van een hond door de bewakingsonderneming;
- b) het gebruik van een hond in gesloten plaatsen, die publiek toegankelijk zijn;
- c) voor activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, van de wet.

Art. 9. Enkel herdershonden kunnen worden gebruikt in het kader van bewakingsactiviteiten.

Art. 10. (Opgeheven) <KB 2006-01-09/35, art. 1, 003; Inwerkingtreding : 26-02-2006>

Art. 11. (Opgeheven) <KB 2006-01-09/35, art. 1, 003; Inwerkingtreding : 26-02-2006>

Art. 12. (Opgeheven) <KB 2006-01-09/35, art. 1, 003; Inwerkingtreding : 26-02-2006>

Art. 13. <KB 2006-01-09/35, art. 2, 003; Inwerkingtreding : 26-02-2006> De hond is tijdens de uitoefening van bewakingstaken te allen tijde aan een leiband met een maximumlengte van twee meter en gemuilkorfd op een wijze dat de hond niet kan bijten en de muilkorf niet als wapen kan gebruikt worden.



Art. 14. <KB 2006-01-09/35, art. 3, 003; Inwerkingtreding : 26-02-2006> Andere dan herdershonden, die vóór 18 mei 2003 voor bewakingsactiviteiten werden gebruikt, kunnen in afwijking van artikel 9, worden ingezet tot 1 januari 2008 op plaatsen waar derden niet geacht worden aanwezig te zijn.

Art. 15. Het dragen van lampen waarvan de lengte meer dan 30 cm bedraagt, is verboden.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking tien dagen nadat het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

- artikel 15 dat in werking treedt twee maanden na de publicatie in het Belgisch Staatsblad ;
- de artikelen 3, 4, 5 en 9 die in werking treden zes maanden na de publicatie in het Belgisch Staatsblad ;
- de artikelen 10 en 11 en de vereiste die betrekking heeft op de anti agressietest bedoeld in artikel 14, eerste lid, die in werking treden twaalf maanden na de eerste aanwijzing van een testcentrum zoals bedoeld in artikel 12 van dit besluit.

Art. 17. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

BIJLAGE.

Art. N. (Beeld niet opgenomen om technische redenen. Zie B.S. 07-05-2003, p. 24857).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 april 2003 tot regeling van de methodes van toezicht op en bescherming van roerende en onroerende goederen en van toezicht op en controle van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid op voor publiek toegankelijke plaatsen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE.